

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE DES SECTEURS D'ACTIVITÉ 2025 **56.10C — RESTAURATION RAPIDE**

Une activité qui se replie avec une rentabilité qui se détériore et des écarts de performance qui se creusent.

Périmètre : France, régions et départements. Source : Ordre des experts-comptables, Baromètre Image PME, base Statexpert. Exercices 2023, 2024 et 2025. Les données couvertes par le secret statistique (moins de 10 entreprises) ne sont pas utilisées dans les classements.

1. SYNTHÈSE

En 2025, la restauration rapide entre dans une phase de repli après l'amélioration enregistrée en 2024. **La marge brute moyenne diminue de 0,8 % et la valeur ajoutée de 1,2 %**. Ces deux indicateurs restent toutefois légèrement supérieurs à leur niveau de 2023, respectivement de 1,1 % et 0,7 %. La trajectoire 2023 → 2024 → 2025 correspond donc à une hausse suivie d'un reflux partiel, et non à un effacement complet des gains acquis.

La création de valeur s'affaiblit légèrement. Le ratio de valeur ajoutée revient de 28,99 % du chiffre d'affaires en 2024 à 28,78 % en 2025, proche de son niveau de 2023 (28,66 %). La valeur ajoutée médiane est pratiquement stable à 70 449 €, ce qui montre que le recul moyen de 2025 reste contenu au centre de la distribution.

Les charges de personnel reculent de 1,5 % en 2025 et retrouvent quasiment leur niveau moyen de 2023. Leur poids dans le chiffre d'affaires revient à 28,30 %, contre 28,59 % en 2024. Cette détente ne suffit cependant pas à préserver la rentabilité d'exploitation : **l'EBE moyen baisse de 2,6 % sur un an et de 1,9 % depuis 2023**.

Le résultat final se dégrade plus nettement. Le résultat moyen recule de 7,1 % en 2025, à 22 179 €, mais reste supérieur de 2,3 % à 2023. Le résultat médian tombe à 7 078 €, soit 15,7 % de moins qu'en 2024 et 4,4 % de moins qu'en 2023. La baisse récente efface ainsi, pour l'entreprise médiane, l'amélioration de 2024.

La fragilité du bas de la distribution se renforce. Le premier quartile du résultat se dégrade de -222 € en 2024 à -1 847 € en 2025, un niveau également inférieur à 2023 (-1 298 €). **Au moins 25 % des entreprises sont donc déficitaires**. Parallèlement, le rapport entre résultat moyen et résultat médian atteint 3,13 en 2025, contre 2,84 en 2024 : la dispersion redevient très forte.

La structure financière constitue le principal point de solidité. **L'endettement moyen recule de 8,0 % en 2025 et de 17,8 % depuis 2023**. La dette médiane diminue de 65 729 € à 53 423 € sur deux ans. Deux entreprises sur trois réduisent leur dette en 2025, ce qui confirme un désendettement largement partagé.

Les dotations aux amortissements diminuent pour la deuxième année consécutive : -4,7 % en 2025 et -6,2 % depuis 2023. Cette baisse peut traduire une plus grande prudence dans le renouvellement des actifs ou la fin de cycles d'amortissement ; elle ne mesure toutefois pas directement les investissements réalisés.

Les écarts territoriaux sont importants. Plusieurs régions conservent un résultat moyen élevé malgré un recul en 2025, tandis que la Nouvelle-Aquitaine est la seule grande région parmi les plus dynamiques à cumuler progression annuelle (+6,7 %) et hausse marquée depuis 2023 (+22,6 %). Les très petits échantillons, notamment à Mayotte, imposent une prudence renforcée.

DIAGNOSTIC CENTRAL — En 2025, la restauration rapide conserve un niveau d'activité proche de celui atteint depuis 2023, mais la rentabilité se détériore, la situation médiane se fragilise et la dispersion s'accroît, tandis que le désendettement se poursuit.

2. LES FAITS ÉCONOMIQUES LES PLUS SIGNIFICATIFS

Rang	Fait économique	Importance	Pourquoi est-ce un enjeu majeur ?	Données clés
1	Le résultat se retourne en 2025	★★★★★	La baisse est plus forte que celle de l'activité et touche la situation médiane.	Moyenne : 21 690 € en 2023 → 23 878 € en 2024 → 22 179 € en 2025 ; -7,1 % en 2025, +2,3 % depuis 2023
2	La rentabilité d'exploitation passe sous son niveau de 2023	★★★★★	L'EBE recule malgré la baisse des charges de personnel.	EBE : 61 819 € en 2023 → 62 261 € en 2024 → 60 647 € en 2025 ; -2,6 % en 2025, -1,9 % depuis 2023
3	Le bas de la distribution se fragilise	★★★★★	Au moins un quart des entreprises reste déficitaire et le seuil se dégrade.	Q1 résultat : -1 298 € en 2023 → -222 € en 2024 → -1 847 € en 2025
4	La dispersion des résultats augmente	★★★★★	La moyenne devient encore moins représentative de l'entreprise type.	Moyenne/médiane : 2,93 en 2023 → 2,84 en 2024 → 3,13 en 2025
5	L'activité reflue sans revenir sous 2023	★★★★☆	Le recul récent est un reflux partiel après la hausse de 2024.	Marge : -0,8 % en 2025, +1,1 % depuis 2023 ; VA : -1,2 %, +0,7 %
6	Le désendettement se poursuit	★★★★☆	La structure financière se renforce malgré le recul des résultats.	Dettes : 171 015 € en 2023 → 152 674 € en 2024 → 140 499 € en 2025 ; -17,8 % depuis 2023
7	Les charges de personnel reviennent au niveau de 2023	★★★★☆	La baisse de 2025 desserre la contrainte, sans restaurer l'EBE.	185 055 € en 2023 → 187 927 € en 2024 → 185 063 € en 2025 ; ratio 28,30 % du CA
8	Les dotations reculent deux années de suite	★★★★☆	Le renouvellement des actifs pourrait être plus prudent.	18 695 € en 2023 → 18 403 € en 2024 → 17 534 € en 2025 ; -6,2 % depuis 2023
9	La baisse du résultat est majoritaire	★★★★☆	Le recul moyen correspond à une dynamique individuelle largement défavorable.	Résultat en hausse : 46,2 % ; en baisse : 53,6 %
10	Les trajectoires territoriales divergent	★★★★☆	Niveau de performance et dynamique ne se recouvrent pas.	Nouvelle-Aquitaine : +22,6 % depuis 2023 ; Île-de-France : -13,9 %

3. LES CHIFFRES QUI RÉSUMENT LA PÉRIODE

Indicateur	2023	2024	2025	Évol. 2025/2024	Évol. 2025/2023	Poids dans le CA en 2025
Nombre d'entreprises analysées	—	—	16 376	—	—	—
Marge brute moyenne	385 032 €	392 269 €	389 102 €	-0,8 %	+1,1 %	68,73 %
Valeur ajoutée moyenne	161 776 €	164 899 €	162 952 €	-1,2 %	+0,7 %	28,78 %
Charges de personnel moyennes	185 055 €	187 927 €	185 063 €	-1,5 %	0,0 %	28,30 %
EBE moyen	61 819 €	62 261 €	60 647 €	-2,6 %	-1,9 %	10,71 %
Dotations aux amortissements	18 695 €	18 403 €	17 534 €	-4,7 %	-6,2 %	3,11 %
Résultat moyen	21 690 €	23 878 €	22 179 €	-7,1 %	+2,3 %	3,92 %
Résultat médian	7 403 €	8 394 €	7 078 €	-15,7 %	-4,4 %	—
Endettement moyen	171 015 €	152 674 €	140 499 €	-8,0 %	-17,8 %	24,76 %

Réserve méthodologique. Les principaux indicateurs portent sur 16 376 entreprises, contre 16 361 pour les dotations, 16 332 pour l'endettement et 13 684 pour les charges de personnel. Les évolutions décrivent les populations observées chaque année ; elles ne constituent pas nécessairement le suivi d'un panel strictement

identique d'entreprises. Les résultats territoriaux de faible effectif peuvent être fortement influencés par quelques entreprises.

4. ACTIVITÉ ET CRÉATION DE RICHESSE : UN REFLUX PARTIEL APRÈS 2024

4.1 Une marge brute en léger recul, mais encore supérieure à 2023

La marge brute moyenne atteint 389 102 € en 2025. Elle recule de -0,8 % par rapport à 2024, après une hausse de +1,9 % l'année précédente. Sur deux ans, elle demeure en progression de +1,1 %. La trajectoire 385 032 € → 392 269 € → 389 102 € traduit donc une croissance interrompue, suivie d'un reflux limité.

Son poids dans le chiffre d'affaires revient à 68,73 %, contre 68,95 % en 2024 et 68,22 % en 2023. En 2025, 47,6 % des entreprises améliorent leur marge brute tandis que 52,2 % l'enregistrent en baisse : le recul est légèrement majoritaire.

4.2 Une valeur ajoutée proche de son niveau de référence

La valeur ajoutée moyenne s'établit à 162 952 €, en baisse de -1,2 % sur un an mais encore supérieure de +0,7 % à 2023. La médiane reste quasiment inchangée entre 2024 et 2025, à 70 449 €. Cette stabilité centrale contraste avec le léger recul de la moyenne.

Le ratio de valeur ajoutée représente 28,78 % du chiffre d'affaires, après 28,99 % en 2024. Le niveau reste proche de 2023 (28,66 %). L'année 2025 apparaît ainsi comme une normalisation après le point haut de 2024, davantage qu'un décrochage de la création de richesse.

5. TRANSFORMATION DE LA RICHESSE EN RENTABILITÉ

5.1 Des charges de personnel en baisse, sans amélioration de l'EBE

Les charges de personnel moyennes diminuent de -1,5 % en 2025, à 185 063 €. Elles retrouvent pratiquement leur niveau de 2023 (185 055 €). Leur poids dans le chiffre d'affaires recule de 28,59 % à 28,30 %.

Sur deux ans, les charges de personnel sont quasi stables tandis que la valeur ajoutée progresse de 0,7 %. Ce différentiel est favorable en lecture longue, mais il reste trop limité pour empêcher la baisse récente de l'EBE. En 2025, 50,5 % des entreprises réduisent leurs charges de personnel et 49,5 % les augmentent.

5.2 L'EBE se dégrade et passe sous son niveau de 2023

L'EBE moyen recule à 60 647 €, soit -2,6 % sur un an et -1,9 % depuis 2023. Son ratio dans le chiffre d'affaires tombe à 10,71 %, contre 10,94 % en 2024 et 10,95 % en 2023. La trajectoire traduit un retournement défavorable après la légère amélioration de 2024.

La médiane diminue de 17 565 € à 15 884 €. Le premier quartile reste positif mais se replie de 3 614 € à 2 162 €. Le troisième quartile recule également. La dégradation concerne donc plusieurs niveaux de la distribution. En 2025, 54,0 % des entreprises voient leur EBE diminuer.

Un EBE plus faible réduit, toutes choses égales par ailleurs, les marges de manœuvre pour financer le renouvellement des équipements, absorber une baisse d'activité ou rembourser les emprunts. Ces conséquences dépendent toutefois de la situation propre à chaque entreprise.

5.3 Des dotations en baisse pour la deuxième année

Les dotations aux amortissements atteignent 17 534 €, en baisse de -4,7 % en 2025 et de -6,2 % depuis 2023. La médiane recule à 6 117 € et le premier quartile à 2 170 €. 54,0 % des entreprises réduisent leurs dotations, 39,8 % les augmentent et 6,2 % restent stables.

Cette trajectoire peut suggérer un ralentissement du renouvellement des actifs, la fin de cycles d'amortissement ou une politique financière plus prudente. Ces explications restent des hypothèses : les dotations ne mesurent pas directement les investissements réalisés au cours de l'exercice.

6. CE QUE LA MOYENNE NE MONTRE PAS

6.1 Une distribution du résultat qui se détériore en 2025

Indicateur	2023	2024	2025	Évolution 2025/2023
Premier quartile	-1 298 €	-222 €	-1 847 €	Dégradation
Résultat médian	7 403 €	8 394 €	7 078 €	-4,4 %
Résultat moyen	21 690 €	23 878 €	22 179 €	+2,2 %
Troisième quartile	26 044 €	27 983 €	26 477 €	+1,7 %

Le premier quartile est négatif à -1 847 € : au moins 25 % des entreprises sont déficitaires. Après s'être rapproché de l'équilibre en 2024 (-222 €), le bas de la distribution se dégrade et passe même sous son niveau de 2023 (-1 298 €).

Le résultat médian recule à 7 078 €, soit -15,7 % sur un an et -4,4 % depuis 2023. À l'inverse, le résultat moyen reste supérieur de 2,3 % à 2023. Cette divergence montre que la résistance de la moyenne est davantage portée par les entreprises les plus performantes que par l'entreprise située au centre de la distribution.

6.2 Un indice de dispersion qui remonte nettement

Année	Résultat moyen	Résultat médian	Indice de dispersion
2023	21 690 €	7 403 €	2,93
2024	23 878 €	8 394 €	2,84
2025	22 179 €	7 078 €	3,13

L'indice reste supérieur à 2 sur les trois exercices, ce qui correspond à une dispersion très forte selon les repères éditoriaux de l'Observatoire. Après une légère réduction en 2024, il remonte à 3,13 en 2025. Les entreprises les plus performantes tirent donc davantage la moyenne vers le haut.

6.3 Des trajectoires individuelles majoritairement défavorables

Trajectoire du résultat en 2025	Part des entreprises
Résultat en amélioration	46,2 %
Résultat en diminution	53,6 %
Résultat stable	0,2 %

La baisse du résultat moyen est cohérente avec les trajectoires individuelles : 53,6 % des entreprises reculent, contre 46,2 % en amélioration. Le mouvement défavorable est donc majoritaire, sans être généralisé. Il ne faut pas confondre cette répartition avec l'évolution des moyennes annuelles.

6.4 Quatre profils statistiques d'entreprises

Profil	Position dans la distribution 2025
Entreprises déficitaires ou très fragiles	Résultat inférieur à -1 847 €
Entreprises fragiles ou faiblement rentables	Entre -1 847 € et 7 078 €
Entreprises intermédiaires	Entre 7 078 € et 26 477 €
Entreprises performantes	Au-dessus de 26 477 €

Cette typologie est une lecture statistique de la distribution et non un classement individuel. La situation d'une entreprise doit également être appréciée au regard de sa taille, de son ancienneté, de son implantation, de ses investissements et de son modèle d'exploitation.

7. STRUCTURE FINANCIÈRE : UN DÉSENDETTEMENT CONTINU

L'endettement moyen diminue de 171 015 € en 2023 à 152 674 € en 2024 puis 140 499 € en 2025. Le recul atteint -8,0 % sur un an et -17,8 % sur deux ans. Son poids dans le chiffre d'affaires passe de 30,23 % à 24,76 %.

La baisse concerne toute la distribution : la médiane passe de 65 729 € à 53 423 €, le premier quartile de 27 899 € à 21 453 € et le troisième quartile de 166 564 € à 137 226 €. En 2025, 66,5 % des entreprises réduisent leur dette.

Le désendettement renforce la solidité des bilans et peut limiter les charges financières futures. Il accroît également les marges de résistance face à un choc d'activité. Sa cause ne peut cependant être isolée : remboursements, moindre recours au crédit, prudence financière ou ralentissement de l'investissement peuvent se combiner.

8. ANALYSE TERRITORIALE SUR TROIS EXERCICES

8.1 Les régions présentant les meilleurs niveaux de résultat en 2025

Région	Résultat 2025	Évol. 2025/2024	Évol. 2025/2023	Échantillon
Mayotte	86 481 €	+44,0 %	+62,8 %	11
Martinique	47 106 €	-2,2 %	+44,5 %	45
Guyane	31 882 €	-4,7 %	-9,2 %	25
Bretagne	29 797 €	-7,2 %	+7,4 %	685
Normandie	28 913 €	-8,1 %	-2,9 %	682

Mayotte affiche le niveau le plus élevé, mais son échantillon de 11 entreprises rend la moyenne particulièrement sensible à quelques cas. La Martinique conserve un niveau élevé malgré un léger recul annuel et reste très au-dessus de 2023. La Bretagne combine un niveau supérieur à la moyenne nationale et une progression de 7,4 % sur deux ans, malgré le repli de 2025.

8.2 Les régions les plus dynamiques depuis 2023

Région	Résultat 2025	Évol. 2025/2023	Évol. 2025/2024	Échantillon
Mayotte	86 481 €	+62,8 %	+44,0 %	11
Guadeloupe	12 211 €	+57,9 %	-17,9 %	55
Martinique	47 106 €	+44,5 %	-2,2 %	45
Nouvelle-Aquitaine	23 405 €	+22,6 %	+6,7 %	1513
La Réunion	19 721 €	+19,9 %	-5,4 %	261

Les fortes progressions de Mayotte, de la Guadeloupe et de la Martinique doivent être rapprochées de leurs faibles effectifs. La Nouvelle-Aquitaine se distingue par un échantillon de 1 513 entreprises et par une progression à la fois annuelle (+6,7 %) et cumulée (+22,6 %), ce qui traduit une dynamique plus robuste.

8.3 Régions sous vigilance

L'Île-de-France combine en 2025 un résultat moyen inférieur à la moyenne nationale, un recul de 15,3 % sur un an et de 13,9 % depuis 2023. Le Centre-Val de Loire recule de 18,1 % en 2025 et de 14,7 % sur deux ans, même si son niveau de résultat reste supérieur à la moyenne nationale. La Guyane présente également une baisse sur les deux horizons, mais son effectif limité à 25 entreprises invite à la prudence.

8.4 Départements les plus performants

Département	Résultat 2025	Évol. 2025/2024	Évol. 2025/2023	Échantillon
Mayotte (976)	86 481 €	+44,0 %	+62,8 %	11
Creuse (23)	53 545 €	+26,8 %	+81,2 %	17
Corrèze (19)	50 074 €	+9,9 %	+113,1 %	44
Loir-et-Cher (41)	48 091 €	-20,6 %	-16,2 %	63
Martinique (972)	47 106 €	-2,2 %	+44,5 %	45

Les premiers rangs départementaux sont fortement influencés par de petits échantillons. Mayotte, la Creuse et la Corrèze affichent des niveaux élevés et de fortes progressions sur deux ans, mais leurs effectifs respectifs de 11, 17 et 44 entreprises limitent la portée des comparaisons. Le Loir-et-Cher conserve un résultat élevé malgré un recul marqué.

8.5 Départements présentant les résultats les plus faibles

Département	Résultat 2025	Évol. 2025/2024	Évol. 2025/2023	Échantillon
Loire (42)	8 585 €	-34,1 %	-29,2 %	155
Gers (32)	9 132 €	+33,9 %	-40,5 %	23
Loiret (45)	9 720 €	-46,7 %	-52,4 %	101
Haute-Vienne (87)	10 101 €	-9,1 %	+21,4 %	85
Meurthe-et-Moselle (54)	10 425 €	-41,7 %	-32,7 %	145

La Loire, le Loiret et la Meurthe-et-Moselle combinent un niveau de résultat faible et une dégradation sur les deux horizons. Le Gers se redresse fortement en 2025 mais reste nettement sous son niveau de 2023 : il s'agit d'un rattrapage partiel. La Haute-Vienne reste à un niveau faible malgré une progression cumulée depuis 2023.

8.6 Diagnostic territorial

Cinq profils se dégagent : niveau élevé et progression longue ; niveau élevé mais recul récent ; niveau inférieur mais redressement ; niveau inférieur et dégradation ; trajectoire volatile ou comparaison peu concluante en raison d'un faible échantillon.

9. LES CINQ ENSEIGNEMENTS CLÉS

Enseignement 1 — L'activité résiste, mais le point haut de 2024 n'est pas conservé

En 2025, la marge brute et la valeur ajoutée reculent respectivement de 0,8 % et 1,2 %. Depuis 2023, elles restent néanmoins en hausse de 1,1 % et 0,7 %. La trajectoire traduit un reflux partiel après la progression de 2024.

Indicateurs déterminants : marge brute 389 102 € ; valeur ajoutée 162 952 €.

Enseignement 2 — La rentabilité d'exploitation se détériore malgré la baisse des charges

L'EBE diminue de 2,6 % en 2025 et se situe 1,9 % sous son niveau de 2023, tandis que les charges de personnel reviennent quasiment à leur niveau de référence. La trajectoire correspond à un retournement défavorable de la rentabilité. Indicateurs déterminants : EBE = 60 647 € ; EBE/CA = 10,71 %.

Enseignement 3 — La situation médiane se fragilise et la dispersion augmente

Le résultat moyen baisse de 7,1 % en 2025 mais reste 2,3 % au-dessus de 2023. La médiane, à 7 078 €, est en revanche 4,4 % sous 2023 et le premier quartile tombe à -1 847 €. L'indice de dispersion remonte à 3,13. La trajectoire est donc plus défavorable pour l'entreprise médiane que ne le suggère la moyenne.

Enseignement 4 — Le désendettement reste la tendance financière la plus solide

La dette moyenne recule de 8,0 % en 2025 et de 17,8 % depuis 2023. La dette médiane baisse à 53 423 € et 66,5 % des entreprises réduisent leur endettement. La trajectoire traduit un désendettement continu, malgré la baisse récente des résultats.

Enseignement 5 — Les territoires combinent niveaux et dynamiques très différents

Les meilleurs niveaux régionaux ne correspondent pas nécessairement aux trajectoires les plus régulières. La Nouvelle-Aquitaine progresse de 6,7 % en 2025 et de 22,6 % depuis 2023, tandis que l'Île-de-France recule de 15,3 % sur un an et de 13,9 % sur deux ans. La trajectoire territoriale reste fortement contrastée.

10. TABLEAU RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC FINAL

Dimension	Diagnostic en 2025	Trajectoire depuis 2023	Indicateurs déterminants
Activité	En léger recul	Trajectoire contrastée	Marge -0,8 % en 2025 ; +1,1 % depuis 2023
Création de valeur	Quasi stable	Croissance ralentie	VA -1,2 % en 2025 ; +0,7 % depuis 2023
Charges de personnel	En recul	Retour au niveau 2023	-1,5 % en 2025 ; ratio 28,30 % du CA
Rentabilité d'exploitation	Sous pression	Retournement	EBE -2,6 % en 2025 ; -1,9 % depuis 2023
Résultat final	En recul	Gain cumulé fragile	Moyenne -7,1 % en 2025 ; +2,3 % depuis 2023
Répartition des performances	Très hétérogène	Dispersion en hausse	Indice 2,93 en 2023 → 2,84 en 2024 → 3,13 en 2025
Entreprises fragiles	Nombreuses	Dégradation récente	Q1 : -1 298 € en 2023 → -222 € en 2024 → -1 847 € en 2025
Investissement	Possiblement prudent	Recul continu	Dotations -4,7 % en 2025 ; -6,2 % depuis 2023
Structure financière	En consolidation	Désendettement continu	Dette -17,8 % depuis 2023 ; 66,5 % en baisse
Territoires	Fortement contrastés	Trajectoires divergentes	Nouvelle-Aquitaine +22,6 % ; Île-de-France -13,9 % depuis 2023

11. CONCLUSION

En 2025, la restauration rapide ne prolonge pas l'amélioration enregistrée l'année précédente. La marge brute et la valeur ajoutée se replient légèrement, tout en restant proches et légèrement supérieures à leur niveau de 2023. L'activité ne décroche donc pas, mais sa dynamique récente devient défavorable.

La rentabilité d'exploitation se dégrade davantage. La baisse des charges de personnel ne suffit pas à compenser le recul de la création de valeur et l'EBE passe sous son niveau de 2023. L'année 2025 constitue ainsi un retournement plus net sur la rentabilité que sur l'activité.

Le résultat final confirme cette fragilisation. Sa moyenne reste légèrement supérieure à 2023, mais la médiane revient sous son niveau de référence et le premier quartile se dégrade. La situation de l'entreprise située au centre de la distribution est donc moins favorable que ne le suggère le seul résultat moyen.

La dispersion constitue un point de vigilance majeur. L'indice moyenne/médiane atteint 3,13 et plus de la moitié des entreprises enregistrent une baisse de leur résultat. La restauration rapide apparaît ainsi comme un secteur à performances très différenciées, avec une concentration accrue des résultats.

La structure financière évolue en sens inverse. Le désendettement se poursuit sur les deux exercices, touche l'ensemble de la distribution et concerne près des deux tiers des entreprises en 2025. Cette consolidation peut renforcer la capacité de résistance du secteur, même si la baisse simultanée des dotations invite à surveiller la dynamique de renouvellement des actifs.

Enfin, les écarts territoriaux restent prononcés et les classements doivent être lus conjointement avec les trajectoires et la taille des échantillons. Certaines zones se redressent à partir de niveaux faibles, tandis que d'autres conservent de bons résultats malgré un recul récent.

Depuis 2023, la restauration rapide conserve comme force principale une activité globalement résistante et une structure financière en amélioration ; sa fragilité principale réside désormais dans le recul de la rentabilité et l'accentuation des écarts de performance entre entreprises.